Lightspeed annonce ses résultats financiers du deuxième trimestre de 2025 et revoit à la hausse ses perspectives pour le BAIIA ajusté de l'exercice 2025

Total des produits des activités ordinaires de 277,2 M$, en hausse de 20 % sur 12 mois et supérieur aux prévisions

Amélioration de la perte nette, qui s'est établie à (29,7) M$, et BAIIA ajusté[1] positif de 14,0 M$, dépassant les prévisions de 12 M$

RMPU[2] mensuel du trimestre en hausse de 24 % sur 12 mois, pour atteindre environ 527 $

Marge brute de 114,3 M$, pour une croissance de 19 % sur 12 mois

Lightspeed revoit à la hausse ses perspectives[3] pour le BAIIA ajusté[1], le faisant passer d'un minimum de 45 M$ à un minimum de 50 M$.

Lightspeed présente ses résultats en dollars américains et conformément aux IFRS

MONTRÉAL, le 7 novembre 2024 /PRNewswire/ - Lightspeed Commerce Inc. (« Lightspeed » ou la « Société ») (TSX | NYSE : LSPD) a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2024. Lightspeed est la plateforme intégrée de point de vente et de paiement qui permet aux entrepreneurs ambitieux d'accélérer leur croissance, d'offrir la meilleure expérience client et de devenir une destination incontournable dans leur industrie.

« Je suis fier d'annoncer que, sur les 12 derniers mois, Lightspeed a franchi le cap du milliard de dollars en produits des activités ordinaires. En outre, nous avons continué d'innover à un rythme rapide, lançant, au cours du trimestre, des dizaines de nouvelles fonctionnalités visant à aider les PME complexes à grand volume à gérer et à faire croître leurs activités, a déclaré Dax Dasilva, fondateur et chef de la direction. Grâce à notre offre de produits unique, nous avons su nous positionner avantageusement sur le marché, tout particulièrement dans la vente au détail en Amérique du Nord et dans l'hôtellerie en Europe, secteurs dans lesquels nous excellons et qui seront notre priorité à l'avenir. »

« Nos initiatives visant à accroître l'adoption des solutions de paiements et à contrôler nos coûts portent leurs fruits, Lightspeed ayant enregistré un BAIIA ajusté record et des flux de trésorerie disponibles ajustés positifs, a déclaré Asha Bakshani, cheffe des finances. Tout en poursuivant nos investissements dans les produits et dans la mise en marché afin de stimuler notre croissance des logiciels, nous continuons à mettre l'accent sur l'amélioration de notre BAIIA ajusté, que nous estimons maintenant à au moins 50 M$ pour l'exercice 2025. »

Faits saillants financiers du deuxième trimestre

(À moins d'indication contraire, la période comparative est le trimestre clos le 30 septembre 2023.)

- Total des produits des activités ordinaires de 277,2 M$, en hausse de 20 % sur 12 mois.
- Produits tirés du traitement des transactions de 183,8 M$, en hausse de 33 % sur 12 mois.
- Produits tirés des abonnements de 85,5 M$, en hausse de 6 % sur 12 mois.
- Perte nette de (29,7) M$, ou (0,19) $ par action, comparativement à une perte nette de (42,5) M$, ou (0,28) $ par action, et résultat ajusté[1] de 19,9 M$, ou 0,13 $ par action[1], contre un résultat ajusté[1] de 6,4 M$, ou 0,04 $ par action[1].
- BAIIA ajusté[1] de 14,0 M$ par rapport à un BAIIA ajusté[1] de 0,2 M$.
- Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 11,3 M$, comparativement à des sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 24,8 M$, et flux de trésorerie disponibles ajustés[1] de 1,6 M$, contre des sorties de flux de trésorerie disponibles ajustés[1] de 17,2 M$.
- Au 30 septembre 2024, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de Lightspeed se chiffraient à 659,0 M$.

[1] Mesure ou ratio non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures et ratios non conformes aux IFRS » et au rapprochement à la mesure ou au ratio IFRS le plus directement comparable.
[2] Exclusion faite des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid.
[3] Perspectives financières. Se reporter à la rubrique « Hypothèses des perspectives financières » du présent communiqué pour les hypothèses, les risques et les incertitudes liés aux perspectives de Lightspeed, ainsi qu'à la rubrique « Énoncés prospectifs ».

Faits saillants opérationnels du deuxième trimestre

- Lightspeed a lancé plusieurs nouveaux produits et fonctionnalités au cours du trimestre, notamment ce qui suit :
    - La fonction **Analyses Lightspeed** est offerte à l'échelle mondiale, fournissant aux détaillants un ensemble complet d'outils guidés par les données leur permettant d'avoir une meilleure compréhension de leurs ventes et de leurs stocks.
    - Grâce aux **commandes multiemplacements**, les commerçants peuvent créer un bon de commande pour plusieurs emplacements et distribuer automatiquement les marchandises selon les plans des stocks.
    - Les détaillants du Royaume-Uni ont dorénavant accès aux **versements instantanés**.
    - Des fonctionnalités de l'outil **Site instantané** permettent aux commerçants de créer et de concevoir des sections personnalisées sur leurs sites Web ou applications pour le commerce électronique.
    - Aux États-Unis, **Benchmarks & Trends** pour les clients du secteur de l'hôtellerie tire parti de l'apprentissage-machine pour transformer les données en renseignements utiles pour les restaurateurs, et le lancement de ce produit est prévu en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique au cours de l'exercice 2026.
    - Avec la nouvelle page **Résumé des ventes**, les clients du secteur de l'hôtellerie peuvent repérer plus rapidement les tendances grâce aux outils de visualisation des données améliorés.
    - Le programme **cinq-à-sept** ou **Happy Hour** pour notre module de commande mobile, Order Anywhere, permet aux restaurants d'ajuster activement leurs prix en ligne pendant les périodes de promotion.
- Le RMPU[2, 4] s'est accru de 24 % pour s'établir à environ 527 $, comparativement à environ 425 $ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, propulsé par nos efforts ciblés sur la plateforme intégrée de point de vente et de paiement et l'adoption par les clients affichant un VTB élevé.
- La marge brute s'est établie à 114,3 M$, en hausse de 19 % sur 12 mois. La marge brute globale s'est chiffrée à 41 %, comparativement à 42 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de l'adoption de Lightspeed Payments par un plus grand nombre de clients. La marge brute liée aux abonnements a augmenté à 79 % pour le trimestre, comparativement à 75 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et ce, grâce à nos efforts ciblés visant à contrôler les coûts. La marge brute liée au traitement des transactions s'est établie à 27 %, contre 28 % pour l'exercice précédent.
- Le VTB généré par les plateformes phares de Lightspeed a augmenté de 26 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, preuve que, pour son profil de client recherché et avec ses produits phares, Lightspeed gagne encore en popularité. Le VTB[4] total s'est chiffré à 23,6 G$.
- Une partie de plus en plus importante du VTB est traitée au moyen des solutions de paiement de la Société. Le VTSPB[4] est passé de 5,9 G$ à la période correspondante de l'exercice précédent à 8,8 G$ au cours du trimestre, en hausse de 49 %, et ce, principalement en raison de l'initiative de plateforme intégrée de point de vente et de paiement de la Société.
- Le nombre d'emplacements clients ayant un VTB supérieur à 500 000 $ par année[5] et le nombre d'emplacements clients ayant un VTB supérieur à 1 M$ par année[5] ont respectivement augmenté de 1 % et de 2 % d'un exercice à l'autre.
- Lightspeed Capital a enregistré une forte croissance, les produits des activités ordinaires ayant augmenté de 121 % sur 12 mois.

[4] Indicateur de rendement clé. Se reporter à la rubrique « Indicateurs de rendement clés ».
[5] Exclusion faite des emplacements clients et du VTB attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid ainsi qu'aux produits Lightspeed Golf et NuORDER by Lightspeed. Le VTB d'un emplacement client par année est calculé en annualisant le VTB pour les mois au cours desquels l'emplacement client a été actif, et ce, pendant les 12 derniers mois.

- Quelques gains importants réalisés :
    - En Californie, **Barebones Workwear** a choisi Lightspeed Retail pour ses 10 magasins de vêtements de travail, de chaussures et d'accessoires.
    - **Mavi Jeans**, détaillant de denim haut de gamme, a adopté Lightspeed dans le cadre d'une entente de vente conjointe avec NuORDER.
    - Dans le Wyoming, **Wayne's Boot Shop** est passé à Lightspeed Retail grâce à l'intégration de NuORDER.
    - Nous avons ajouté des dizaines de marques, dont **Columbia Sportswear, J.Lindeberg** et le **Groupe Bugatti**, à notre réseau de fournisseurs.
    - **Nathalie**, qui compte deux emplacements au cœur de Londres, a opté pour Lightspeed Restaurant.
    - **4PM Entertainment**, à Amsterdam, a adopté Lightspeed Restaurant dans plus de 20 emplacements.
    - **J'adore**, chef de file dans le secteur de l'hôtellerie à Paris, en France, a commencé à implanter Lightspeed Restaurant dans ses restaurants, ses clubs et ses bars.

Journée des marchés des capitaux

À la lumière de l'examen stratégique en cours, Lightspeed reportera sa Journée des marchés des capitaux qui était initialement prévue le 20 novembre. La Société indique qu'aucune garantie ne peut être donnée pour le moment quant à l'issue de son examen stratégique et qu'aucun autre commentaire ni aucune autre annonce à cet égard ne seront faits, sauf si les autorités réglementaires l'exigent.

Perspectives financières[6]

Les prévisions suivantes remplacent tous les énoncés précédents de la Société et sont basées sur les attentes actuelles.

Les résultats de Lightspeed depuis le début de l'exercice sont encourageants, les produits des activités ordinaires et le BAIIA ajusté étant tous deux supérieurs aux prévisions de la Société. Cette dernière a donc revu à la hausse ses prévisions du BAIIA ajusté[1] de l'exercice, les faisant passer d'au moins 45 M$ à au moins 50 M$.

Pour le troisième trimestre, Lightspeed s'attend à ce que les taux de croissance des produits tirés des abonnements s'améliorent par rapport à ceux du deuxième trimestre, à mesure que la Société augmente la taille de ses équipes de ventes prospectives, que la majorité des gestionnaires de comptes est réaffectée à la vente de logiciels à valeur ajoutée et que les hausses de prix ciblées entrent en vigueur. En outre, la Société s'attend à des taux de croissance des produits tirés du traitement des transactions fort, alors que de plus en plus de clients adoptent ces solutions de paiement.

Les perspectives de la Société s'établissent comme suit :

Troisième trimestre de 2025

- Produits des activités ordinaires estimatifs entre 280 M$ et 285 M$
- BAIIA ajusté[1] d'environ 14 M$

Exercice 2025

- Croissance des produits des activités ordinaires d'au moins 20 %
- BAIIA ajusté[1] d'au moins 50 M$

[6] Les perspectives financières sont présentées sous toutes réserves, sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses et sont assujetties à un certain nombre de risques qui sont décrits aux rubriques « Énoncés prospectifs » et « Hypothèses des perspectives financières » du présent communiqué.

Conférence téléphonique et webdiffusion

Lightspeed tiendra une conférence téléphonique et une webdiffusion pour faire le point sur ses résultats financiers à 8 h, heure de l'Est, le jeudi 7 novembre 2024. Pour accéder à la conférence téléphonique, veuillez vous rendre en ligne à l'adresse https://registrations.events/direct/Q4I74316173. Après votre inscription, des instructions vous seront fournies pour vous joindre à la conférence : numéro de téléphone, mot de passe unique et code d'identification. À l'heure de la conférence téléphonique, les participants inscrits pourront utiliser le numéro de téléphone fourni dans le courriel de confirmation, puis saisir leur mot de passe unique et leur code d'identification pour accéder directement à la conférence. La webdiffusion sera également transmise en direct à la section Événements de l'onglet Relations avec les investisseurs du site Web de la Société à l'adresse https://investors.lightspeedhq.com/French/vnements-et-prsentations/vnements--venir/default.aspx.

Lightspeed discutera notamment des résultats trimestriels, des perspectives financières et des tendances liées à sa clientèle lors de la conférence téléphonique et de la webdiffusion, et les documents connexes seront accessibles sur le site Web de la Société à l'adresse https://investors.lightspeedhq.com. Les investisseurs devraient examiner attentivement les facteurs, les hypothèses et les incertitudes présentés dans ces documents connexes.

On pourra entendre la conférence en reprise du 7 novembre 2024, à partir d'environ 11 h, heure de l'Est, au 14 novembre 2024, 23 h 59, heure de l'Est, en composant le 800 770-2030 aux États-Unis et au Canada, ou le 647 362-9199 à l'international, ainsi que le code d'accès 74316. La webdiffusion sera archivée à l'onglet Relations avec les investisseurs du site Web de la Société à l'adresse https://investors.lightspeedhq.com.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le rapport de gestion de Lightspeed pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2024 sont accessibles sur son site Web, à l'adresse https://investors.lightspeedhq.com, et seront déposés sur SEDAR+, au www.sedarplus.ca, et sur EDGAR, au www.sec.gov.

Hypothèses à l'égard des perspectives financières

Lors du calcul du BAIIA ajusté inclus dans nos perspectives financières pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2024 et l'exercice se terminant le 31 mars 2025, nous avons tenu compte de mesures conformes aux IFRS, notamment des produits des activités ordinaires, du coût direct des produits et des charges d'exploitation. Nos perspectives financières se fondent sur certaines hypothèses, dont les suivantes : les hypothèses relatives à l'inflation, aux variations des taux d'intérêt, aux dépenses de consommation, aux taux de change et aux autres facteurs macroéconomiques; les territoires où Lightspeed mène des activités importantes n'imposeront pas de mesures strictes, comme celles mises en place en réponse à la pandémie de COVID-19; les demandes d'arrêt temporaire d'abonnements et le roulement de la clientèle attribuable aux faillites demeureront conformes aux prévisions; le nombre d'emplacements clients restant conforme aux prévisions (tout particulièrement pour les cohortes affichant un VTB élevé); l'accélération de la croissance des produits tirés des abonnements trimestriels tout au long de l'exercice pour atteindre environ 10 %; les flux de produits des activités ordinaires tirés des recommandations de certains de nos partenaires demeurent conformes à nos attentes (particulièrement avec notre décision de centraliser nos solutions de point de vente et de paiement, puisque nos solutions de paiement ont déjà été perçues par certains de ces partenaires comme étant en concurrence avec leurs propres solutions et pourraient à nouveau l'être); les utilisateurs qui adoptent nos solutions de paiement affichent un VTB moyen correspondant aux prévisions; l'adoption soutenue de nos solutions de paiement conformément à nos attentes du fait de nos efforts continus pour vendre nos solutions de point de vente et de paiement sous forme de plateforme intégrée; les marges brutes reflétant une tendance vers une portion plus importante de produits tirés du traitement des transactions dans la composition des produits des activités ordinaires; notre capacité à fixer les prix de nos solutions de paiement est conforme à nos attentes et nous permet de réaliser des marges convenables et de mettre en œuvre des structures de prix optimisées; notre capacité à gérer le risque de défaut lié aux avances de fonds aux commerçants conformément à nos attentes; les tendances saisonnières pour nos principaux marchés verticaux sont conformes à nos attentes, tout comme leur incidence sur notre VTB et les produits tirés du traitement des transactions; notre capacité à susciter l'adoption de nos modules par notre clientèle; notre capacité à saisir judicieusement les opportunités stratégiques et à tirer les avantages attendus des

acquisitions que nous avons réalisées, notamment les synergies attendues à la suite de la priorisation de nos produits phares Lightspeed Retail et Lightspeed Restaurant; l'acceptation et l'adoption par le marché de nos produits phares; notre capacité à attirer et à maintenir en poste le personnel clé nécessaire à la réalisation de nos plans, y compris le personnel des ventes prospectives et des ventes sur le terrain dans nos marchés clés; notre capacité à réaliser notre plan de relève; nos attentes quant aux coûts, au calendrier et à l'incidence de nos réorganisations et de nos autres initiatives de réduction des coûts; notre capacité à gérer le roulement de notre clientèle; et notre capacité à gérer les demandes d'escompte des clients. Nos perspectives financières ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle des acquisitions, des dessaisissements et des autres transactions stratégiques qui pourraient être annoncés ou conclus après la date des présentes. Nos perspectives financières, et notamment les diverses hypothèses qui les sous-tendent, constituent de l'information prospective et doivent être lues dans l'esprit de la mise en garde concernant l'information prospective qui figure ci-après. En raison de nombreux facteurs, nos résultats réels, nos niveaux d'activité, notre rendement ou nos réalisations peuvent sensiblement s'écarter de ceux qui sont exprimés ou sous-entendus dans l'information prospective, y compris les risques et incertitudes liés aux éléments suivants : le contexte macroéconomique des PME, notamment l'inflation, les variations de taux d'intérêt et les tendances de consommation; l'instabilité du secteur bancaire; les fluctuations du change; toute pandémie ou crise sanitaire mondiale; l'invasion de l'Ukraine par la Russie, y compris les réactions à celle-ci; la guerre entre Israël et le Hamas, y compris les réactions à celle-ci; l'incertitude et les changements découlant des élections aux États-Unis et en Europe; notre incapacité à attirer et à retenir des clients, notamment chez les clients affichant un VTB élevé; notre incapacité à augmenter nos ventes; notre incapacité à mettre en place notre stratégie de croissance; notre incapacité à accroître de façon soutenue l'adoption de nos solutions de paiement, y compris dans le cadre de notre initiative visant à vendre nos solutions de point de vente et de paiement sous la forme d'une plateforme intégrée; notre capacité à réaliser de manière fructueuse nos initiatives relatives à la tarification et aux forfaits; les risques liés à notre programme d'avances de fonds aux commerçants; notre capacité à continuer d'offrir des avances de fonds aux commerçants et à faire évoluer notre programme d'avances de fonds aux commerçants conformément à nos attentes; notre appui sur un nombre restreint de fournisseurs de services infonuagiques et de fournisseurs des composantes de la technologie que nous offrons sur nos solutions de paiement; notre capacité à gérer et à maintenir les intégrations entre notre plateforme et certaines plateformes de tiers; notre capacité à maintenir des stocks suffisants de matériel informatique; notre incapacité à améliorer la fonctionnalité, la performance, la fiabilité, la conception, la sécurité et l'extensibilité de notre plateforme; notre capacité à prévenir et à gérer les atteintes à la sécurité de l'information ou d'autres menaces à la cybersécurité; notre capacité à livrer concurrence; les relations stratégiques avec des tiers; notre appui sur l'intégration de solutions de traitement de paiement de tiers; la compatibilité de nos solutions avec les applications et les systèmes de tiers; l'évolution de la technologie sur laquelle repose notre plateforme; notre capacité à intégrer efficacement des solutions d'intelligence artificielle dans nos activités et notre exploitation; notre capacité à obtenir, maintenir et protéger notre propriété intellectuelle; les risques liés aux activités internationales et à l'usage de notre plateforme dans différents pays; notre situation de trésorerie et nos ressources en capital; les litiges en cours et imminents et la conformité à la réglementation; les changements dans la législation fiscale et son application; notre aptitude à accroître nos moyens et nos capacités en matière de vente, de commercialisation et de soutien; notre capacité à réaliser nos réorganisations et nos initiatives de réduction des coûts; notre capacité à réaliser des investissements futurs dans nos activités au moyen de dépenses d'investissement; notre capacité à exécuter avec succès nos stratégies d'affectation du capital; notre capacité à réaliser notre stratégie d'entreprise et notre stratégie opérationnelle, notamment à la suite de notre examen stratégique en cours; et le maintien de la qualité de notre service à la clientèle et de notre réputation. L'information prospective a pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction quant à notre rendement financier. Elle peut ne pas convenir à d'autres buts.

À propos de Lightspeed

Propulsant les commerces qui sont le moteur de l'économie mondiale, la plateforme de commerce tout-en-un de Lightspeed aide les commerçants à innover afin de simplifier, adapter et offrir des expériences client exceptionnelles. Notre solution commerciale d'infonuagique transforme et intègre les opérations en ligne et hors ligne, les ventes omnicanales, l'expansion avec de nouveaux emplacements, les paiements internationaux, les solutions financières et la connexion aux réseaux de fournisseurs.

Fondée en 2005 à Montréal, au Canada, Lightspeed est inscrite à la fois à la Bourse de New York (NYSE : LSPD) et à celle de Toronto (TSX : LSPD). Avec des équipes en Amérique du Nord, en Europe et en Asie-Pacifique, la Société est au service d'entreprises des secteurs du commerce de détail et de l'hôtellerie, ainsi que d'exploitants de terrains de golf dans plus d'une centaine de pays.

Pour un complément d'information : fr.lightspeedhq.com

Réseaux sociaux : LinkedIn, Facebook, Instagram, YouTube et X (anciennement Twitter)

Mesures et ratios non conformes aux IFRS

L'information présentée dans ce communiqué inclut certaines mesures financières non conformes aux IFRS telles que le « BAIIA ajusté », le « résultat ajusté », les « flux de trésorerie disponibles ajustés », la « marge brute non conforme aux IFRS », les « frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS », les « frais de recherche et développement non conformes aux IFRS » et les « frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS », ainsi que certains ratios financiers non conformes aux IFRS tels que le « résultat ajusté par action – de base et dilué », la « marge brute non conforme aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires », les « frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires », les « frais de recherche et développement non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires » et les « frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires ». Ces mesures et ratios ne sont pas reconnus par les IFRS, n'ont pas un sens standardisé prescrit par les IFRS et ne sont probablement pas comparables à des mesures et ratios analogues présentés par d'autres entreprises. Ils s'ajoutent plutôt aux mesures et ratios IFRS et constituent un complément d'information utile à une compréhension plus approfondie de nos résultats d'exploitation, tels que les comprend notre direction. Par conséquent, il faudrait se garder de considérer ces mesures et ratios isolément ou comme un substitut à l'analyse de notre information financière conforme aux IFRS. Ces mesures et ratios non conformes aux IFRS constituent pour l'investisseur des mesures et ratios supplémentaires de notre rendement d'exploitation et de nos liquidités et font ainsi ressortir les tendances qui touchent nos activités principales susceptibles de passer inaperçues lorsqu'on se fie uniquement aux mesures et ratios IFRS. Nous sommes également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées utilisent fréquemment des mesures et ratios non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices. Notre direction se sert aussi des mesures et ratios non conformes aux IFRS pour comparer le rendement de l'exploitation d'une période à l'autre, préparer les budgets d'exploitation et les prévisions, et déterminer les composantes de la rémunération de la direction.

> Le « **BAIIA ajusté** » est défini comme la perte nette après intérêts, impôt et amortissement, ou comme le BAIIA, après ajustement tenant compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, de la charge de rémunération liée à des acquisitions déjà conclues, des profits et pertes de change, des frais liés aux transactions, des frais de restructuration, des provisions pour litiges et de la dépréciation du goodwill. Nous sommes d'avis que le BAIIA ajusté constitue une mesure supplémentaire utile du rendement d'exploitation de la Société, car il permet d'illustrer les tendances sous-jacentes de nos activités qui pourraient autrement être éclipsées par l'incidence des produits ou des charges qui ne sont pas représentatifs du rendement d'exploitation de base de nos activités.

Le « **résultat ajusté** » est défini comme la perte nette compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles, après ajustement tenant compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, de la charge de rémunération liée à des acquisitions déjà conclues, des profits et pertes de change, des frais liés aux transactions, des frais de restructuration, des provisions pour litiges, de la charge (du produit) d'impôt différé et de la dépréciation du goodwill. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'exclusion de l'amortissement des immobilisations incorporelles et de certaines autres charges hors trésorerie ou non liées aux activités d'exploitation fournit une mesure supplémentaire utile de notre rendement d'exploitation, puisqu'elle permet une comparaison plus précise d'une période à l'autre.

Le « **résultat ajusté par action – de base et dilué** » est défini comme le résultat ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (de base et dilué). Nous utilisons le résultat ajusté par action – de base et dilué dans le but de fournir une mesure supplémentaire utile du rendement de nos activités, par action (de base et dilué).

Les « **flux de trésorerie disponibles ajustés** » sont définis comme les entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation, après ajustement tenant compte du paiement des montants liés aux frais de développement interne inscrits à l'actif, de paiements au titre des acquisitions d'immobilisations corporelles ainsi que de certaines entrées et sorties de trésorerie liées aux avances de fonds aux commerçants. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'inclusion ou l'exclusion de certaines entrées et sorties de trésorerie fournit une mesure supplémentaire utile, puisqu'elle donne aux investisseurs un meilleur aperçu de la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie.

La « **marge brute non conforme aux IFRS** » est définie comme la marge brute après ajustement pour tenir compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit une mesure supplémentaire utile de notre rendement, puisqu'elle donne aux investisseurs un meilleur aperçu du rendement et de la rentabilité de la Société.

La « **marge brute non conforme aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaire**s » est calculée en divisant la marge brute non conforme aux IFRS par le total des produits des activités ordinaires. Nous utilisons ce ratio, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit une mesure supplémentaire utile de notre rendement, puisqu'elle donne aux investisseurs un meilleur aperçu du rendement et de la rentabilité de la Société.

Les « **frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS** » sont définis comme les frais généraux et administratifs après ajustement pour tenir compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, des frais liés aux transactions et des provisions pour litiges. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'exclusion de certaines charges fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires** » sont calculés en divisant les frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS par le total des produits des activités ordinaires. Nous utilisons ce ratio, car nous estimons que l'exclusion de certaines charges fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **frais de recherche et développement non conformes aux IFRS** » sont définis comme les frais de recherche et développement après ajustement pour tenir compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **frais de recherche et développement non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires** » sont calculés en divisant les frais de recherche et développement non conformes aux IFRS par le total des produits des activités ordinaires. Nous utilisons ce ratio, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS** » sont définis comme les frais de vente et de commercialisation après ajustement pour tenir compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires** » sont calculés en divisant les frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS par le total des produits des activités ordinaires. Nous utilisons ce ratio, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Se reporter aux tableaux financiers ci-après pour un rapprochement des mesures financières et ratios financiers non conformes aux IFRS.

Indicateurs de rendement clés

La surveillance des indicateurs de rendement clés suivants nous permet d'évaluer notre entreprise, de mesurer notre rendement, d'identifier les tendances qui touchent nos activités, d'établir des plans d'entreprise et de prendre des décisions stratégiques. Ces indicateurs de rendement clés constituent pour l'investisseur des mesures supplémentaires de notre rendement d'exploitation et font ainsi ressortir les tendances qui touchent nos activités principales susceptibles de passer inaperçues lorsqu'on se fie uniquement aux mesures et ratios IFRS. Nous sommes également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées utilisent fréquemment les mesures propres à un secteur pour évaluer les sociétés émettrices. La méthode dont nous nous servons pour calculer nos indicateurs de rendement clés peut se révéler différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises pour calculer des mesures analogues.

Revenu moyen par utilisateur. Le « **revenu moyen par utilisateur** » ou « **RMPU** » correspond au total des produits tirés des abonnements et de solutions de traitement de transactions de la Société pour la période, divisé par le nombre d'emplacements clients de la Société pour cette période. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons qu'elle constitue une mesure supplémentaire utile de nos progrès en matière de croissance des produits que nous tirons de notre clientèle. Pour plus de précision, le nombre d'emplacements clients de la Société pour la période correspond au nombre moyen d'emplacements clients tout au long de la période.

Emplacements clients. Un « **emplacement client** » s'entend de l'emplacement d'un commerçant facturable pour lequel un contrat de service est en vigueur ou dont le renouvellement est en négociation et, dans le cas de NuORDER, d'une marque avec un abonnement direct ou indirect payé pour lequel un contrat de service est en vigueur ou dont le renouvellement est en négociation. Un seul client distinct peut avoir plusieurs emplacements clients, qu'il s'agisse d'emplacements physiques ou de sites de commerce électronique et, dans le cas de NuORDER, des abonnements multiples. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que notre capacité à accroître le nombre d'emplacements clients affichant un VTB par année élevé qui utilisent notre plateforme est un indicateur de notre succès au chapitre de la pénétration de marché et de la croissance de notre entreprise. Le VTB d'un emplacement client par année est calculé en annualisant le VTB pour les mois au cours desquels l'emplacement client a été actif, et ce, pendant les 12 derniers mois.

Volume traité par les solutions de paiement brut. Le « **volume traité par les solutions de paiement brut** » ou « **VTSPB** » désigne la valeur totale en dollars des transactions traitées, compte non tenu des montants traités au moyen de la solution NuORDER, au cours de la période par nos solutions de paiement pour lesquelles nous agissons à titre de partie principale dans l'entente avec un client, déduction faite des remboursements, ce qui inclut les frais de transport et de manutention, des droits de douane et des taxes à la valeur ajoutée. Nous utilisons cette mesure, car nous sommes d'avis qu'une croissance du VTSPB est un indicateur de la force de nos solutions de paiement. À mesure que le nombre d'emplacements clients utilisant nos solutions de paiement augmente, particulièrement ceux affichant un VTB élevé, nous générons un VTSPB plus élevé et constatons une hausse des produits tirés du traitement des transactions. Nous avons exclu de notre VTSPB les montants traités au moyen de la solution NuORDER parce qu'ils représentent un volume de transactions interentreprises plutôt qu'un volume de transactions d'entreprise à particulier et que nous n'avons actuellement pas de solution de paiement robuste pour le volume de transactions interentreprises.

Volume de transactions brut. Le « **volume de transactions brut** » ou « **VTB** » correspond à la valeur totale en dollars des transactions traitées sur notre plateforme infonuagique SaaS (compte non tenu des montants traités par la solution NuORDER) pour une période donnée, après déduction des remboursements, et avant déduction des frais de transport et de manutention, des droits de douane et des taxes à la valeur ajoutée. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que le VTB est un indicateur du succès de nos clients et de la vigueur de notre plateforme. Le VTB ne représente pas des produits que nous avons gagnés. Nous avons exclu de notre VTB les montants traités au moyen de la solution NuORDER parce qu'ils représentent un volume de transactions interentreprises plutôt qu'un volume de transactions d'entreprise à particulier et que nous n'avons actuellement pas de solution de paiement robuste pour le volume de transactions interentreprises.

Énoncés prospectifs

Le présent communiqué contient de l'« information prospective » et des « énoncés prospectifs » (ensemble, l'« information prospective »), au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes. L'information prospective peut se rapporter aux perspectives financières (notamment les produits des activités ordinaires et le BAIIA ajusté) et aux événements ou résultats prévus; elle peut comprendre des renseignements sur notre situation financière, notre stratégie d'affaires, nos stratégies de croissance, les marchés à notre portée, nos budgets, nos activités d'exploitation, nos résultats financiers, nos impôts, notre politique en matière de dividendes, nos plans et nos objectifs. En particulier, est considérée comme prospective l'information sur : nos attentes à l'égard des résultats, du rendement, des réalisations, des perspectives et des possibilités futurs ou des marchés sur lesquels nous exerçons nos activités; les conditions macroéconomiques telles que les pressions inflationnistes, la hausse des taux d'intérêt et l'intensification de l'incertitude économique mondiale; nos attentes quant aux coûts, au calendrier et à l'incidence de la réorganisation et des initiatives de réduction des coûts ainsi que des changements de personnel; nos attentes concernant les dépenses d'investissement et les stratégies d'affectation du capital (y compris notre programme de rachat d'actions); l'instabilité géopolitique, le terrorisme, la guerre et d'autres conflits mondiaux tels que l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la guerre entre Israël et le Hamas; ainsi que l'information sur nos attentes concernant les tendances du secteur d'activité et des dépenses de consommation, nos taux de croissance, la réalisation de développements de notre plateforme et l'expansion de celle-ci, l'accent mis sur les clients affichant un VTB élevé et ayant des besoins complexes, nos produits d'exploitation et le potentiel de nos solutions de paiement et autres solutions à dégager des produits d'exploitation, l'incidence de notre initiative visant à vendre nos solutions de point de vente et de paiement sous la forme d'une plateforme intégrée, nos initiatives relatives à la tarification et aux forfaits, nos marges brutes et notre rentabilité future, les résultats et les synergies au terme d'acquisitions, l'incidence des litiges en cours et imminents, l'incidence des fluctuations des taux de change sur nos résultats d'exploitation, nos plans et stratégies d'affaires et notre position concurrentielle dans notre secteur d'activité.

Dans certains cas, l'information prospective se signale par la terminologie utilisée : « prévoir », « cibler », « s'attendre à », « il existe une possibilité que », « budget », « calendrier », « estimation », « suggérer », « perspectives », « prévision »,

« projection », « éventuel », « stratégie », « avoir l'intention de », « croire », « estimer » ainsi que diverses variations ou flexions de ces termes, notamment au futur, au conditionnel ou à la forme négative, de même que des mots, expressions ou énoncés stipulant que certains événements, résultats, actions ou mesures peuvent ou pourraient « se produire », « survenir », « être atteints » ou « être prises », ou l'inverse, et d'autres termes ou expressions de même nature. En outre, tout énoncé qui se rapporte à des attentes, intentions, projections ou autres allusions à des événements ou circonstances futurs contient de l'information prospective. Les énoncés contenant de l'information prospective ne concernent pas des faits passés; ils représentent les attentes, les estimations et les projections de la direction à l'égard d'événements ou de circonstances futurs.

L'information prospective est nécessairement fondée sur des opinions, estimations et hypothèses que nous jugeons appropriées et raisonnables à la date à laquelle elle est établie. L'information prospective est subordonnée à des risques connus ou inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats, les niveaux d'activité, le rendement ou les réalisations obtenus soient largement différents de ceux qui sont expressément ou implicitement exprimés dans l'information prospective. Ces facteurs de risque englobent notamment ceux mentionnés dans notre plus récent rapport de gestion, dans la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle et dans les autres documents que nous avons déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, qui peuvent être consultés sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.com, ou sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov.

Nous avons tenté de cerner tous les facteurs de risque importants susceptibles de faire en sorte que les résultats réels s'écartent de manière significative de ceux exposés dans l'information prospective; cependant, d'autres facteurs de risque qui ne sont pas connus pour l'instant ou que nous estimons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir cet effet. Le lecteur est prié de ne pas se fier indûment à l'information prospective, qui n'est valable qu'à la date à laquelle elle est établie. L'information prospective contenue dans le présent communiqué représente nos attentes à la date d'établissement de celui-ci (ou à toute autre date mentionnée) et est susceptible de changer après cette date. Nous nous dégageons de toute intention, de toute obligation et de tout engagement de mettre à jour ou de réviser l'information prospective, que ce soit par suite de nouvelles informations ou d'événements à venir ou pour toute autre raison, sauf si les lois sur les valeurs mobilières en vigueur l'exigent. Toute l'information prospective contenue dans le présent communiqué est expressément assujettie à la mise en garde qui précède.

Personnes-ressources :
Asha Bakshani
Cheffe des finances

Gus Papageorgiou
Responsable des relations avec les investisseurs

investorrelations@lightspeedhq.com

SOURCE : Lightspeed Commerce Inc.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net et du résultat global
(en milliers de dollars américains, sauf les nombres d'actions et les montants par action, non audité)

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	**2023**	**2024**	**2023**
	$	**$**	**$**	**$**
Produits des activités ordinaires				
Abonnements	85 536	81 043	168 850	159 770
Traitement des transactions	183 751	137 672	357 805	258 642
Matériel informatique et autres produits	7 895	11 558	16 618	20 947
Total des produits des activités ordinaires	277 182	230 273	543 273	439 359
Coût direct des produits				
Abonnements	18 009	19 963	35 516	39 303
Traitement des transactions	133 497	99 425	261 449	188 444
Matériel informatique et autres produits	11 393	14 717	23 817	27 539
Total du coût direct des produits	162 899	134 105	320 782	255 286
Marge brute	114 283	96 168	222 491	184 073
Charges d'exploitation				
Frais généraux et administratifs	31 247	26 324	63 103	51 268
Recherche et développement	30 520	33 081	57 991	67 116
Vente et commercialisation	65 681	60 290	122 751	115 578
Amortissement des immobilisations corporelles	1 853	1 493	3 826	2 950
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	1 369	1 647	2 763	3 877
Perte (profit) de change	(1 337)	689	(1 252)	1 360
Charge de rémunération liée à des acquisitions	52	560	52	3 105
Amortissement des immobilisations incorporelles	22 612	23 990	45 507	48 495
Restructuration	164	80	9 705	552
Total des charges d'exploitation	152 161	148 154	304 446	294 301
Perte d'exploitation	(37 878)	(51 986)	(81 955)	(110 228)
Produit d'intérêts net	9 543	10 746	19 709	21 108
Perte avant impôt sur le résultat	(28 335)	(41 240)	(62 246)	(89 120)
Charge (produit) d'impôt				
Exigible	1 692	755	2 493	1 970
Différé	(372)	497	(72)	105
Total de la charge d'impôt	1 320	1 252	2 421	2 075
Perte nette	(29 655)	(42 492)	(64 667)	(91 195)
Autres éléments du résultat global				
Éléments pouvant être reclassés dans la perte nette				
Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger	4 609	(2 917)	4 849	(3 517)
Variation du profit net latent (de la perte nette latente) sur les instruments de couverture de flux de trésorerie, déduction faite de l'impôt	584	(1 017)	70	(39)
Total des autres éléments du résultat global	5 193	(3 934)	4 919	(3 556)
Total du résultat global	(24 462)	(46 426)	(59 748)	(94 751)
Perte nette par action – de base et diluée	(0,19)	(0,28)	(0,42)	(0,60)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires – de base et dilué	153 551 716	153 478 935	154 144 370	153 003 277

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière
(en milliers de dollars américains, non audité)

	Aux	
	30 septembre 2024	**31 mars 2024**
Actif	**$**	**$**
Actif courant		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	659 018	722 102
Créances clients et autres débiteurs	49 191	62 284
Avances de fonds aux commerçants	105 444	74 236
Stocks	19 254	16 492
Autres actifs courants	47 685	42 786
Total de l'actif courant	880 592	917 900
Actifs au titre de droits d'utilisation liés à un contrat de location, montant net	15 691	17 075
Immobilisations corporelles, montant net	18 527	20 496
Immobilisations incorporelles, montant net	191 235	227 031
Goodwill	1 359 882	1 349 235
Autres actifs non courants	39 756	42 865
Actif d'impôt différé	557	552
Total de l'actif	2 506 240	2 575 154
Passif et capitaux propres		
Passif courant		
Créditeurs et charges à payer	73 003	68 679
Obligations locatives	6 882	6 942
Passif d'impôt exigible	1 804	1 709
Produits différés	63 248	67 336
Total du passif courant	144 937	144 666
Produits différés	644	851
Obligations locatives	15 078	16 269
Autres passifs non courants	1 247	967
Passif d'impôt différé	379	—
Total du passif	162 285	162 753
Capitaux propres		
Capital-actions	4 311 821	4 362 691
Capital apporté supplémentaire	220 063	213 918
Cumul des autres éléments du résultat global	874	(4 045)
Déficit cumulé	(2 188 803)	(2 160 163)
Total des capitaux propres	2 343 955	2 412 401
Total du passif et des capitaux propres	2 506 240	2 575 154

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie
(en milliers de dollars américains, non audité)

	Semestres clos les 30 septembre	
	2024	**2023**
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**$**	**$**
Perte nette	(64 667)	(91 195)
Éléments sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		
Rémunération à base d'actions liée à des acquisitions	—	2 953
Amortissement des immobilisations incorporelles	45 507	48 495
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation liés à un contrat de location	6 589	6 827
Charge (produit) d'impôt différé	(72)	105
Charge de rémunération à base d'actions	29 657	41 104
Perte de change latente	8	84
(Augmentation) diminution des actifs d'exploitation et augmentation (diminution) des passifs d'exploitation		
Créances clients et autres débiteurs	13 635	4 834
Avances de fonds aux commerçants	(31 208)	(21 126)
Stocks	(2 762)	(5 220)
Autres actifs	(1 324)	(9 283)
Créditeurs et charges à payer	2 924	1 866
Passif d'impôt exigible	95	(4 460)
Produits différés	(4 407)	(5 000)
Autres passifs non courants	190	188
Produit d'intérêts net	(19 709)	(21 108)
Total – activités d'exploitation	(25 544)	(50 936)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Entrées d'immobilisations corporelles	(1 902)	(1 909)
Entrées d'immobilisations incorporelles	(8 103)	(5 141)
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	(6 706)	—
Produit d'intérêts	21 299	22 046
Total – activités d'investissement	4 588	14 996
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Produit de l'exercice d'options sur actions	1 591	1 601
Frais d'émission d'actions	—	(106)
Actions rachetées et annulées	(39 946)	—
Règlement d'obligations locatives et variations de dépôts de location soumis à restrictions	(4 328)	(3 905)
Coûts de financement	(44)	—
Total – activités de financement	(42 727)	(2 410)
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	599	(313)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	(63 084)	(38 663)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	722 102	800 154
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	659 018	761 491
Impôt sur le résultat payé	2 026	6 432

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS
BAIIA ajusté
(en milliers de dollars américains, non audité)

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	**2023**	**2024**	**2023**
	$	**$**	**$**	**$**
Perte nette	(29 655)	(42 492)	(64 667)	(91 195)
Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent[1)]	19 527	23 304	31 201	42 037
Amortissement[2)]	25 834	27 130	52 096	55 322
Perte (profit) de change[3)]	(1 337)	689	(1 252)	1 360
Produit d'intérêts net[2)]	(9 543)	(10 746)	(19 709)	(21 108)
Rémunération liée à des acquisitions[4)]	52	560	52	3 105
Frais liés aux transactions[5)]	1 727	458	2 412	1 067
Restructuration[6)]	164	80	9 705	552
Provisions pour litiges[7)]	5 866	7	11 919	16
Charge d'impôt	1 320	1 252	2 421	2 075
BAIIA ajusté	13 955	242	24 178	(6 769)

1) Ce poste se compose d'une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l'émission d'options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres, et des charges sociales en trésorerie qui s'y rapportent, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d'actions; les charges peuvent comprendre des estimations et sont donc susceptibles de changer. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2024, la charge de rémunération à base d'actions se chiffrait respectivement à 18 329 $ et à 29 657 $ (charge de 23 281 $ et de 41 104 $ en septembre 2023), et les charges sociales qui s'y rapportent correspondaient respectivement à une charge de 1 198 $ et de 1 544 $ (charge de 23 $ et de 933 $ en septembre 2023). Ces montants sont inclus dans le coût direct des produits, les frais généraux et administratifs, les frais de recherche et développement, et les frais de vente et de commercialisation (se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).

2) Conformément à IFRS 16 *Contrats de location*, pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, la perte nette comprend un amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 1 369 $ et une charge d'intérêts liée aux obligations locatives de 357 $, et exclut des charges locatives de 2 277 $ (1 647 $, 295 $ et 2 053 $, respectivement, pour le trimestre clos le 30 septembre 2023). Pour le semestre clos le 30 septembre 2024, la perte nette comprend un amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 2 763 $ et une charge d'intérêts liée aux obligations locatives de 711 $, et exclut des charges locatives de 4 387 $ (3 877 $, 582 $ et 4 119 $, respectivement, pour le semestre clos le 30 septembre 2023).

3) Ces profits et pertes hors trésorerie sont liés à la conversion de devises.

4) Ces coûts représentent une portion de la contrepartie versée aux entreprises acquises qui dépend des obligations d'emploi continu de certains membres du personnel clés des entreprises acquises en question, ou de l'atteinte de certains critères de performance.

5) Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos premiers appels publics à l'épargne et à nos acquisitions qui n'auraient par ailleurs pas été engagés. Ces coûts sont inclus dans les frais généraux et administratifs.

6) Certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été modifiées afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2024, nous avons annoncé une réorganisation visant à rationaliser le modèle d'exploitation de la Société tout en continuant de mettre l'accent sur la croissance rentable. Les frais associés à la réorganisation ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration (se reporter à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).

7) Ces montants représentent les provisions constituées, les montants des règlements et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation. Ces montants sont inclus dans les frais généraux et administratifs (se reporter à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS (suite)
Résultat ajusté et résultat ajusté par action – de base et dilué
(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action, non audité)

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	**2023**	**2024**	**2023**
	$	**$**	**$**	**$**
Perte nette	(29 655)	(42 492)	(64 667)	(91 195)
Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent[1)]	19 527	23 304	31 201	42 037
Amortissement des immobilisations incorporelles	22 612	23 990	45 507	48 495
Rémunération liée à des acquisitions[2)]	52	560	52	3 105
Frais liés aux transactions[3)]	1 727	458	2 412	1 067
Restructuration[4)]	164	80	9 705	552
Provisions pour litiges[5)]	5 866	7	11 919	16
Charge (produit) d'impôt différé	(372)	497	(72)	105
Résultat ajusté	19 921	6 404	36 057	4 182
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires – de base et dilué[6)]	153 551 716	153 478 935	154 144 370	153 003 277
Perte nette par action – de base et diluée	(0,19)	(0,28)	(0,42)	(0,60)
Résultat ajusté par action – de base et dilué	0,13	0,04	0,23	0,03

1) Ce poste se compose d'une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l'émission d'options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres, et des charges sociales en trésorerie qui s'y rapportent, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d'actions; les charges peuvent comprendre des estimations et sont donc susceptibles de changer. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2024, la charge de rémunération à base d'actions se chiffrait respectivement à 18 329 $ et à 29 657 $ (charge de 23 281 $ et de 41 104 $ en septembre 2023), et les charges sociales qui s'y rapportent correspondaient respectivement à une charge de 1 198 $ et de 1 544 $ (charge de 23 $ et de 933 $ en septembre 2023). Ces montants sont inclus dans le coût direct des produits, les frais généraux et administratifs, les frais de recherche et développement, et les frais de vente et de commercialisation (se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).

2) Ces coûts représentent une portion de la contrepartie versée aux entreprises acquises qui dépend des obligations d'emploi continu de certains membres du personnel clés des entreprises acquises en question, ou de l'atteinte de certains critères de performance.

3) Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos premiers appels publics à l'épargne et à nos acquisitions qui n'auraient par ailleurs pas été engagés. Ces coûts sont inclus dans les frais généraux et administratifs.

4) Certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été modifiées afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2024, nous avons annoncé une réorganisation visant à rationaliser le modèle d'exploitation de la Société tout en continuant de mettre l'accent sur la croissance rentable. Les frais associés à la réorganisation ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration (se reporter à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).

5) Ces montants représentent les provisions constituées, les montants des règlements et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation. Ces montants sont inclus dans les frais généraux et administratifs (se reporter à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).

6) Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2024, puisque l'inclusion des actions potentiellement dilutives dans le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base et dilué n'aurait pas eu d'incidence sur le résultat ajusté par action de base et dilué, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base et dilué n'a pas été ajusté pour tenir compte des actions potentiellement dilutives.

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS (suite)
Flux de trésorerie disponibles ajustés
(en milliers de dollars américains, non audité)

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	**2023**	**2024**	**2023**
	$	**$**	**$**	**$**
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(11 311)	(24 846)	(25 544)	(50 936)
Frais de développement interne inscrits à l'actif[1)]	(4 834)	(2 856)	(8 103)	(5 141)
Entrées d'immobilisations corporelles[2)]	(1 055)	(839)	(1 902)	(1 909)
Avances de fonds aux commerçants, montant net[3)]	18 813	11 329	34 192	24 562
Flux de trésorerie disponibles ajustés	1 613	(17 212)	(1 357)	(33 424)

1) Ces montants représentent les sorties de trésorerie liées aux frais de développement interne inscrits à l'actif. Ces montants sont inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des tableaux consolidés intermédiaires résumés non audités des flux de trésorerie. Si ces coûts n'étaient pas inscrits à l'actif à titre d'immobilisations incorporelles, ils feraient partie de nos flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

2) Ces montants représentent les sorties de trésorerie liées aux acquisitions d'immobilisations corporelles. Ils sont inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des tableaux consolidés intermédiaires résumés non audités des flux de trésorerie.

3) Ces montants représentent les sorties de trésorerie, notamment le capital avancé, et les entrées de trésorerie, notamment les remboursements de capital en lien avec les avances de fonds aux commerçants.

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS (suite)
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages, non audité)

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2024	**2023**	**2024**	**2023**
	$	**$**	**$**	**$**
Marge brute	114 283	96 168	222 491	184 073
En pourcentage des produits des activités ordinaires	41,2 %	41,8 %	41,0 %	41,9 %
Ajouter : Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent[3]	1 071	1 587	1 813	3 440
Marge brute non conforme aux IFRS[1]	115 354	97 755	224 304	187 513
Marge brute non conforme aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires[2]	41,6 %	42,5 %	41,3 %	42,7 %
Frais généraux et administratifs	31 247	26 324	63 103	51 268
En pourcentage des produits des activités ordinaires	11,3 %	11,4 %	11,6 %	11,7 %
Déduire : Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent[3]	5 534	6 463	9 834	12 644
Déduire : Frais liés aux transactions[4]	1 727	458	2 412	1 067
Déduire : Provisions pour litiges[5]	5 866	7	11 919	16
Frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS[1]	18 120	19 396	38 938	37 541
Frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires[2]	6,5 %	8,4 %	7,2 %	8,5 %
Frais de recherche et développement	30 520	33 081	57 991	67 116
En pourcentage des produits des activités ordinaires	11,0 %	14,4 %	10,7 %	15,3 %
Déduire : Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent[3]	5 747	6 963	8 922	15 339
Frais de recherche et développement non conformes aux IFRS[1]	24 773	26 118	49 069	51 777
Frais de recherche et développement non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires[2]	8,9 %	11,3 %	9,0 %	11,8 %
Frais de vente et de commercialisation	65 681	60 290	122 751	115 578
En pourcentage des produits des activités ordinaires	23,7 %	26,2 %	22,6 %	26,3 %
Déduire : Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent[3]	7 175	8 291	10 632	10 614
Frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS[1]	58 506	51 999	112 119	104 964
Frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires[2]	21,1 %	22,6 %	20,6 %	23,9 %

1) Mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures et ratios non conformes aux IFRS ».
2) Ratio non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures et ratios non conformes aux IFRS ».
3) Ce poste se compose d'une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l'émission d'options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres, et des charges sociales en trésorerie qui s'y rapportent, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d'actions; les charges peuvent comprendre des estimations et sont donc susceptibles de changer. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2024, la charge de rémunération à base d'actions s'est élevée respectivement à 18 329 $ et à 29 657 $ (charge de 23 281 $ et de 41 104 $ en septembre 2023), et les charges sociales qui s'y rapportent correspondaient respectivement à une charge de 1 198 $ et de 1 544 $ (charge de 23 $ et de 933 $ en septembre 2023). Ces montants sont inclus dans le coût direct des produits, les frais généraux et administratifs, les frais de recherche et développement, et les frais de vente et de commercialisation (se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).
4) Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos premiers appels publics à l'épargne et à nos acquisitions, qui n'auraient par ailleurs pas été engagés. Ces coûts sont inclus dans les frais généraux et administratifs.
5) Ces montants représentent les entrées et sorties de trésorerie au titre des provisions constituées, des montants des règlements et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques engagés à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation. Ces montants sont inclus dans les frais généraux et administratifs (se reporter à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).